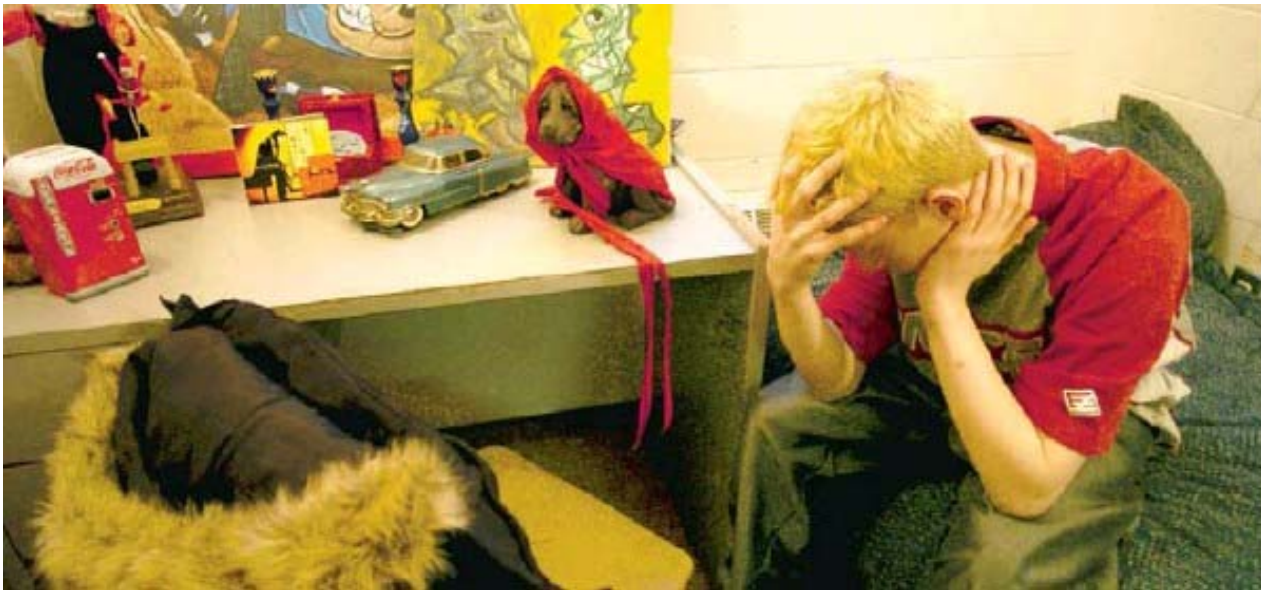


21 septembre 2010 | Le Droit | JUSTINEJUSTINEMERCIER MERCIER [jmercier@jmercier@ledroit.ledroit.com](mailto:jmercier@jmercier@ledroit.ledroit.com)  
com

# Davantage de signalements dans les Centres jeunesse

Malgré une baisse de la population jeunesse, le nombre de signalements auprès des Centres jeunesse de l'Outaouais (CJO) a connu en 2009-2010 une hausse de 9 % par rapport à l'année précédente.



LA PRESSE

**En Outaouais, 4758 signalements ont été enregistrés en 2009-2010, soit 280 de plus que l'année précédente. Au CJO, on explique en partie cette tendance par une population mieux informée sur les services offerts.**

À l'échelle provinciale, une augmentation du nombre de signalements a aussi été observée en 2009-2010. Au total, 70 716 situations ont été rapportées aux directeurs de la protection de la jeunesse (DPJ) de la province, soit 1000 de plus qu'en 2008-2009. En Outaouais, 4758 signalements ont été enregistrés en 2009-2010, une hausse de 280.

« Il y a plusieurs facteurs qui peuvent expliquer l'augmentation des signalements, soutient la directrice de la protection de la jeunesse des CJO et directrice provinciale, Michelyne Gagné. D'abord, le fait que la population est beaucoup mieux informée qu'auparavant, beaucoup plus sensibilisée, tolère moins des gestes de violence auprès des enfants et aussi le fait qu'on a beaucoup de programmes, maintenant, de prévention dans les centres de la petite enfance ou dans les centres de santé et de services sociaux qui font du dépistage, et aussi le fait qu'il y a des situations socio-économiques que les familles vivent qui apportent un haut taux de stress et qui vont provoquer des situations de négligence ou d'abus dans ces milieux-là. »

Intervenants débordés

Sur les 4758 signalements reçus l'an dernier dans la région, 1993 ont été retenus, soit deux de plus que l'année précédente. « Étant donné que le nombre de signalements augmente, on n'a pas nécessairement plus de personnel pour prendre ces appels-là et aider les familles », a souligné hier Mme Gagné. Cette dernière affirme que faute de financement, les intervenants sont appelés à s'occuper simultanément d'un nombre de cas supérieur au ratio souhaité.

En présentant le bilan annuel des DPJ, hier, Michelyne Gagné s'est attardée aux cas de négligence, qui représentent 43 % de tous les signalements retenus l'an passé en Outaouais.

« La négligence, ce n'est pas ce qu'on fait à un enfant, c'est ce qu'on ne lui fait pas », a souligné Mme Gagné en précisant que la négligence, parfois peu apparente, peut entraîner de graves conséquences sur le développement – tant physique que psychologique – des enfants.

Nancy, mère de famille, a accepté de raconter, hier, que ses deux plus vieux enfants, aujourd'hui âgés de 14 et 15 ans, ont été victimes de négligence il y a une dizaine d'années, à une époque où elle était aux prises avec un conjoint violent.

Un voisin a signalé la situation à la DPJ. « J'étais tellement à terre que je ne prenais pas le temps de m'asseoir avec mes enfants. Ça leur a nui au niveau du langage et au niveau psychomoteur, et mon fils était rendu violent aussi, à force de voir de la violence. »

En pleine dépression, Nancy a refusé pendant près d'un an de recevoir l'aide qui lui était offerte par les intervenants des CJO. « Au début je ne voulais pas trop coopérer, avoue-t-elle. Mais après ça, j'ai appris à m'ouvrir et à faire confiance, et ils m'ont apporté l'aide nécessaire, ils m'ont dirigée vers des organismes et m'ont offert de l'aide pour les enfants. »

Même si l'intervention de la DPJ peut représenter une honte pour certaines familles, Nancy invite les parents qui sont interpellés à prendre le temps d'écouter et à s'ouvrir, pour le bien-être de leur enfant, mais aussi pour le leur.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

21 septembre 2010 | Le Droit | JUSTINEJUSTINEMERCIER MERCIER [jmercier@ledroit.ledroit.com](mailto:jmercier@ledroit.ledroit.com)  
com

## « Le CPE La Jeune Ronde souffre, ce n'est vraiment pas évident »

Le centre de la petite enfance (CPE) La Jeune Ronde nage dans le rouge depuis son déménagement temporaire à Gatineau, et pointe du doigt le ministère de la Famille et des Aînés (MFA) pour ses problèmes financiers.

Déménagé depuis le mois de mars dans l'ancienne école Saint-Antoine du secteur Gatineau, après que la Direction de la santé publique eut ordonné l'évacuation des locaux hullois du boulevard Lionel-Émond, le CPE La Jeune Ronde a dû procéder à de nombreux travaux pour mettre aux normes ces installations temporaires. La facture de ces travaux atteint près de 40 000 \$ selon la directrice générale du CPE, Gaie-Anne Taylor.

Le CPE a pris cet argent à même son fonds de roulement. « On vit un déficit, on a de la difficulté à joindre les deux bouts, et le ministère ne semble pas très intéressé à nous aider », déplore Mme Taylor.

En plus des travaux nécessaires pour être en mesure d'accueillir les enfants dans l'ancienne école de la rue Marengère, le CPE doit déboursier un loyer mensuel de 5000 \$, qui s'ajoute à l'hypothèque de l'immeuble du secteur Hull. « Le CPE La Jeune Ronde souffre, ce n'est vraiment pas évident », soutient Mme Taylor.

Gaie-Anne Taylor affirme qu'une demande d'aide financière a été présentée au mois de mai au MFA, et que le CPE attend des nouvelles cette semaine.

Conditions différentes

Au MFA, le porte-parole Étienne Gauthier confirme qu'une demande a été faite en mai, mais que « les conditions » n'étaient pas les mêmes qu'aujourd'hui. Aucune aide financière n'a donc été accordée à ce moment. « Les difficultés financières alléguées aujourd'hui n'existaient pas au mois de mai », a-t-il précisé.

M. Gauthier soutient qu'une lettre reçue la semaine dernière par le MFA fait état de problèmes financiers rencontrés par le CPE, mais aucune décision n'a encore été prise à savoir si de l'aide sera accordée ou non.

« La lettre fait état d'une situation nouvelle pour nous et on va prendre le temps de l'analyser, mais pour l'analyser, il nous manque des documents de la part du CPE, a expliqué le porte-parole du MFA. Le CPE est informé qu'on a besoin de ces documents-là, et tant qu'ils ne sont pas rentrés, on ne peut pas poursuivre l'analyse, mais on ne les attend pas sans rien faire. On leur a offert, en attendant de compléter l'analyse, de leur fournir une avance de fonds. »

Au ministère, on précise également que lorsqu'un centre de la petite enfance doit être relocalisé, les dépenses qui en découlent doivent être assumées par le CPE.

Quant à l'édifice du 55 LionelÉmond, situé tout près de l'Hôpital de Hull, il fait l'objet d'une étude dont les résultats sont attendus vers la fin de l'automne. Cette analyse permettra de savoir si le bâtiment peut être rénové ou bien s'il faut le démolir et en bâtir un flambant neuf.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

21 septembre 2010 | Le Droit | QUÉBEC — La Presse Canadienne

# La ministre James veut mieux encadrer les garderies

Un encadrement beaucoup plus serré des services de garde sera sanctionné dans un projet de loi déposé cet automne par la ministre responsable, Yolande James.

Lors d'une entrevue exclusive à La Presse Canadienne, hier, à la veille de la reprise des travaux parlementaires, Mme James a énuméré la série de moyens qu'elle s'apprête à prendre pour remettre la gestion du réseau sur les rails, à la suite des nombreux ratés de son prédécesseur, Tony Tomassi, chassé du conseil des ministres en mai dernier.

Quelques jours avant de devoir quitter ses fonctions, alors qu'il était contesté de toutes parts, M. Tomassi s'était engagé à entreprendre plusieurs actions, dès le printemps, en vue de rétablir la confiance du réseau et de la population envers le gouvernement. Mais depuis, il n'y avait eu aucune suite.

Avec quelques mois de retard sur l'échéancier prévu, la ministre James reprend donc à son compte tous les engagements de son prédécesseur.

Contre le favoritisme

sans réserve les recommandations formulées par les « comités régionaux » qu'elle est en train de mettre sur pied.

« Les gens auront à me faire des recommandations et je vais les suivre », assure la ministre.

Parmi les autres initiatives attendues à très court terme : l'annonce d'une directive interdisant toute forme d'enseignement religieux dans les services de garde subventionnés.

« Elle est toute prête », a dit la ministre qui attend l'embauche et la formation d'inspecteurs, avant de l'annoncer officiellement.

En mars, La Presse Canadienne avait révélé que des groupes religieux obtenaient des permis et d'importantes subventions gouvernementales pour propager aux tout-petits leurs croyances.

Les garderies qui continueront à propager leurs croyances et dogmes s'exposeront à perdre leurs permis et subventions.

Toujours 7 \$ par jour

Questionnée sur le gel du tarif à 7 \$ par jour, en pleine période de compressions budgétaires, la ministre a réaffirmé que le gouvernement maintiendrait son engagement.

« C'est clair qu'on ne touche pas à ça », a-t-elle assuré.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.



Publireportage

Publié par la Direction des communications et du recrutement



## UN DIPLÔMÉ DE L'UQO OUVERT SUR LE MONDE

Voici l'histoire inspirante de Jérémie Duchesne, un diplômé (2010) de l'UQO en communication et développement international. Après un stage en Inde prévu à son programme d'études de l'UQO, il décroche une bourse offerte par le Conseil des recteurs et principaux des universités du Québec (CREPUQ) et demeure en Europe où il effectue une année d'études à l'Université de Genève en relations internationales.



Jérémie Duchesne s'est engagé dans un projet de coopération internationale jusqu'en décembre prochain au Nigéria. Ce stage consiste à supporter des coopératives de commercialisation de cacao en Afrique de l'Ouest (Liberia, Côte-D'Ivoire, Ghana, Nigéria et Cameroun).

Il œuvre au sein de la Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI). Il s'agit d'une organisation non gouvernementale (ONG) québécoise composée d'entreprises coopératives qui sont présentes dans plus d'une vingtaine de pays du Sud et d'Europe de l'Est.

### La mission

Quatre-vingt-quinze pour cent de la production mondiale de cacao, au Nigéria, provient d'une agriculture familiale paysanne. Ces gens sont isolés et n'ont pas accès à des marchés pour écouler leurs productions. Ceux qui tirent profit de cette situation sont les intermédiaires et non les petits producteurs. Le diplômé de l'UQO indique que

l'approche associative avec l'approche commerciale représente sans aucun doute la meilleure option pour aider ces gens.

### La vie

Les premiers contacts avec les gens sont toujours très intéressants et chaleureux. Jérémie a cependant décrit son arrivée là-bas disant: «Parfois, j'ai l'impression que mon cerveau surchauffe tellement, je suis à la fois émerveillé et déstabilisé par tous ces nouveaux stimuli. Tant de richesses, tant de disparités, des sourires et des interrogations, des châteaux entourés de maisons en carton». En peu de temps, les gens acceptent ces jeunes qui, par solidarité, viennent les aider. «Je garde l'équilibre en jouant au soccer tous les matins avec une équipe locale qui m'a rapidement adopté!»

### L'expérience internationale

Jérémie Duchesne tient à partager sa première expérience professionnelle avec les futurs étudiants et les aider dans leur choix d'études: «J'ai choisi d'étudier à l'UQO, en communication et développement international pour me rapprocher des enjeux et les vivre à fond. L'UQO m'a inspiré et m'a permis de comprendre que nous devons sans cesse repositionner l'Université au cœur des enjeux, pour qu'elle inspire l'innovation. Je pense notamment aux professeurs qui m'ont inspiré et permis de dépasser le cadre théorique, tel que Thibault Martin qui enseigne la sociologie autochtone, Serge Gagnon et son équipe en géographie structurale, ainsi que Michel Filion qui m'a permis de comprendre les mécanismes de la communication».

«Depuis quatre ans, avec le programme en développement international, les étudiants peuvent effectuer des stages en Asie, en Inde et en Afrique» explique Michel Filion, directeur du Module des sciences sociales à l'UQO. «De plus en plus d'entre eux se prévalent de cette expérience à l'étranger et de nouvelles possibilités s'offrent à eux sous peu, puisque nous développons des collaborations avec certains pays de l'Amérique du Sud».

Lorsqu'il sera de retour dans la région, Jérémie Duchesne souhaite rencontrer les étudiants et les étudiantes pour leur dire: «Nous avons des responsabilités envers les prochaines générations ainsi que le devoir d'exprimer notre vision du développement».

**Photo #1:** Jérémie Duchesne avec un producteur de cacao et sa famille, dans un village du Nigéria, où l'on trouve environ 50 % de toute la production nationale.

**Photo #2 et 3:** Jérémie Duchesne lors de son stage en Inde dans le cadre de son programme à l'UQO.

**Gazifère**  
Une société ENBRIDGE présente

**MÉDIAS SOCIAUX 101**

avec Michelle Blanc  
20 octobre 2010, 20 h  
à la Grande salle de l'UQO

**BILLETTS EN VENTE À LA COOPSCO**  
Tarif étudiant : 18 \$  
Tarif régulier : 20 \$

LES CONFÉRENCES DE L'UQO  
MICHELLE BLANC

LEDROIT, LE MARDI 21 SEPTEMBRE 2010

Suivez-nous sur

Renseignements : 819 595-3900

uqo.ca

Printed and distributed by NewspaperDirect  
www.newspaperdirect.com US-CAN: 1.877.990.6040 Intern.: 800.364.6364  
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

21 septembre 2010 | Le Droit | Jean-François Dugas, LeDroit

# TENSION PALPABLE ENTRE ÉLUS À RUSSELL

La tension entre trois élus qui aspirent à la mairie du canton de Russell était palpable hier en réunion de conseil municipal. Le maire sortant, Ken Hill, et les deux échevins qui tentent de lui ravir son poste, Jean-Paul St-Pierre et Lorraine Dicaire ont tous une vision différente quand vient le temps de parler de leur salaire. Le mois dernier Mme Dicaire avait proposé de majorer le revenu annuel de tous les élus de 5000 \$, ce qui avait causé tout un débat. Le conseil a finalement décidé de conserver le statu quo. Toutefois, un amendement de dernière minute pour « recommander que le salaire du prochain conseil municipal soit gelé pendant quatre ans », proposé par Mme Dicaire et appuyé par M. St-Pierre, a visiblement irrité M. Hill. « Je ne crois pas dans cette charade. Je suis certain que le prochain conseil pourra prendre une décision. Et ce, sans qu'un comité indépendant (tel que proposé par M. St-Pierre) s'en mêle », a-t-il bougonné.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

21 septembre 2010 | Le Droit | JOCELYNEJOCELYNERICHER RICHER LaLaPressePresseCanadienne  
Canadienne QUÉBEC —

# Le gouvernement Charest garde le cap malgré la tempête

En dépit de la controverse qu'ils suscitent, les projets de loi sur le voile intégral (94) et celui sur l'accès à l'école privée anglaise (103) vont suivre leur cours normal cet automne.



ARCHIVES, Agence France-Presse

## **Le projet de loi 94 vise à interdire le voile intégral — burqa et niqab — dans les services publics, tant chez les clientes que le personnel.**

---

Le ministre de la Justice, JeanMarc Fournier, a indiqué hier en point de presse que le gouvernement n'avait pas l'intention de reculer dans ces dossiers.

À ses yeux, ces deux projets de loi majeurs de la prochaine session parlementaire, qui débute aujourd'hui, sont bien « équilibrés », respectant le désir d'affirmation de la majorité francophone, sans pour autant contourner la Charte des droits et libertés.

La nouvelle session s'annonce houleuse, compte tenu qu'il est acquis que l'opposition péquiste reviendra à la charge avec ses allégations de corruption et de trafic d'influence au sein du gouvernement.

Le projet de loi 94 vise à interdire le voile intégral — burqa et niqab — dans les services publics, tant chez les clientes que le personnel des ministères et organismes de l'État québécois.

L'opposition péquiste voudrait aller beaucoup plus loin en interdisant au personnel de l'État de porter tout signe religieux ostentatoire.

Mais le gouvernement préfère proposer une position « qui en est une d'inclusion, et non d'exclusion », a dit le ministre Fournier, prônant « une laïcité ouverte ».

Quant au projet de loi 103, qui a fait l'objet d'une levée de boucliers (tant chez les anglophones que dans les milieux nationalistes), il vise à restreindre l'accès à l'école anglaise privée non subventionnée, pour les clientèles francophones ou allophones. Mais il laisse une porte entrouverte pour accéder au réseau anglophone public et gratuit, bafouant l'esprit de la loi 101.

Les critiques ont toutefois laissé de glace le nouveau député de Saint-Laurent.

Le climat en Chambre

Pour ce qui est des échanges en Chambre, il a dit vouloir installer un ton respectueux, loin de l'acrimonie qui avait prévalu lors de la dernière session.

Avec en fond de scène, tout l'automne, les révélations entendues dans le cadre de la commission Bastarache, il y a cependant fort à parier que le style des débats demeurera musclé.

Surtout, afin d'éviter toute nouvelle allégation de favoritisme dans l'octroi des places en garderie, la ministre de la Famille a confirmé qu'elle entérinera

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.



21 septembre 2010 | Le Droit | CHARLES THÉRIAULT [ctheriault@ledroit.com](mailto:ctheriault@ledroit.com) [ctheriault@ledroit.com](mailto:ctheriault@ledroit.com)

# Nouveau forum pour le transport durable

Le groupe Équiterre veut stimuler la recherche de bonnes idées pour favoriser le transport en autobus, à pied et en bicyclette. Équiterre a lancé, hier, en collaboration avec la Société de transport de l'Outaouais (STO), une page Facebook à ce sujet. La « Station-service cocktail transport » est une plate-forme virtuelle sur laquelle les citoyens pourront proposer des mesures concrètes favorisant le transport durable.

« Ça peut être quelque chose d'aussi simple que de demander le raccordement de deux pistes cyclables afin de permettre de se rendre au travail de manière sécuritaire ou d'augmenter le nombre d'autobus qui passent dans un quartier. Certaines personnes pourraient être intéressées à marcher pour se rendre au travail mais s'il n'y a pas de trottoir devant leur maison, elles sont plus hésitantes », a expliqué le coordonnateur général d'Équiterre, Sidney Ribaux. Équiterre a donc créé une page Facebook en misant sur le fait que les jeunes de 35 ans et moins sont de grands utilisateurs de ce médium. On peut toutefois visiter le site sans être abonné à Facebook.

« On vise les jeunes parce qu'ils n'ont pas encore pris des habitudes de transport bien ancrées et qu'on peut encore les convaincre d'essayer d'autres moyens de transport que l'automobile », a-t-il ajouté, précisant que le service est offert partout au Québec.

Des experts d'Équiterre évalueront la pertinence des solutions proposées et assureront un suivi auprès des municipalités et organismes publics concernés.

Le président de la STO, Patrice Martin, a indiqué que la société de transport est très intéressée à connaître les suggestions que pourront faire les citoyens grâce à cette initiative d'Équiterre. Ces suggestions peuvent être très diversifiées, comme l'ajout d'abribus, les prolongements de circuits, des modifications d'horaires ou toute autre initiative visant à améliorer le service de transport en commun. Dans le cadre de la Semaine des transports collectifs et actifs, la STO, a transformé un autobus en kiosque dans lequel le programme sera expliqué. L'autobus sera stationné sur la rue Laval à Gatineau (secteur Hull) durant la journée de demain.

On peut en savoir plus long sur la Station service cocktailtransport en consultant le site : [www.equiterre.org/cocktailtransport](http://www.equiterre.org/cocktailtransport).

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

21 septembre 2010 | Le Droit

JEAN-JEAN-FRANÇOISFRANÇOISDUGAS DUGAS

*jfdugas@jfdugas@ledroit.ledroit.com com CorrespondantCorrespondant—  
EstEstontarien ontarien*

# Un candidat rêve d'attirer le O-Train à Clarence-Rockland

C'est peut-être une lutte électorale sur une petite échelle, mais il s'agit tout de même d'une lutte et un candidat du quartier deux de Clarence-Rockland a été le premier à se démarquer hier.



JEAN-FRANÇOIS DUGAS, LeDroit

**Jacques Taillefer était déjà à l'écoute des citoyens hier lors du lancement de sa campagne électorale.**

Jacques Taillefer est bourré d'idées et de projets. Le professeur en affaires civiques de l'École secondaire catholique L'Escale de Rockland l'a prouvé hier lors du lancement de sa campagne électorale en fin d'après-midi. En tête de liste, il rêve d'attirer le train léger d'Ottawa dans son patelin.

« Si on n'avait pas annoncé qu'on pensait amener le train léger jusqu'à Cumberland, je suis d'avis que cela ne serait qu'un rêve chimérique », a-t-il avoué.

Il y a une dizaine de jours, la Ville d'Ottawa a laissé entendre qu'elle se pencherait sur la question du prolongement du Transitway à l'extrémité est de la municipalité.

Pour M. Taillefer, il s'agit d'une solution de rechange idéale pour réduire les bouchons de circulation fréquents entre Ottawa et Clarence-Rockland advenant que l'élargissement de la route 174/17 soit avorté.

« Je ne suis pas contre ce projet. Toutefois, des gens bien plus influents et talentueux que moi y ont travaillé et si après 20 ans ces gens-là n'ont pas apporté à terme le projet, c'est le temps de regarder à un plan B. Un projet n'exclut pas l'autre », a-t-il précisé.

À son avis, les élus d'Ottawa risquent d'être plus chauds à l'idée d'étendre le train léger jusqu'à Clarence-Rockland plutôt que d'élargir la route 174/17.

« C'est plus économique que de construire une route et de l'entretenir » signale-t-il.

En plus de ce projet ambitieux, M. Taillefer a présenté sa vision avec l'assurance d'un candidat à la mairie plutôt qu'un celle d'un aspirant échevin hier.



M. Taillefer se présente dans le quartier de Clarence-Rockland où il y a le plus de prétendants. Il fera la lutte au candidat sortant, André Henrie ainsi qu'aux citoyens Jean-Claude Marinier et Jacques Tessier.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 21 Sep 2010 | Ottawa Citizen

# Serve us bigger portions of physical activity

Re: Health ministers issue plan to counter childhood obesity, Sept. 15.

Why is it that there are increasingly more and more obese youth? Yes, there's the problem of diet, but the fact is, along with eating properly, you must also have a healthy portion of physical activity.

I am 15 years old. Last year, in Grade 9, I had to take a mandatory physical education class. While we learned about healthy active living, there was very little physical activity. We spent more than half the course in a class room writing down the rules of sports and taking written tests on the proper way to hit a volley ball, which is fine — except that if the health ministers are looking for solutions, putting the “physical” back into physical education might be a good place to start. Then we got one day a week to play a sport.

My next issue is activities outside of school. If the provincial government really wants youth to be active, why did they put 13 per cent HST on activities such as dance, swimming, skating and hockey — all of which my friends and family participate in? And yet, interestingly enough, there is no HST on my piano lessons. Parents spend hundreds — if not thousands — of dollars already a year on activities for their children and now, if \$1,000 is spent, they have to come up with \$ 130 more because of the HST.

The cost of my sister's figure skating has gone up from both the HST and the 11-per-cent increase the City of Ottawa has added to the cost of arena ice. Similarly, my dance lessons and my friends' synchronized swimming increased in cost by hundreds of dollars.

If the provincial and territorial health ministers across Canada really want to put a stop to childhood obesity, then they better combat a few more issues than just diet. The government must reinstate activity in physical education classes in high school, reduce user fees for sports facilities, and eliminate the HST on physical activities. If they really want youth to be active, they should start making it more affordable.



VICTORIA GRAY, Ottawa Grade 10 student, Canterbury High School

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 21 Sep 2010 | Ottawa Citizen | BY DON BUTLER See PLAY on PAGE C2

# Clemow controversy no child's play

## Glebe residents in spat over plans to build park play structure for pre-schoolers

Controversy has erupted over a proposal that could plunk a large fenced-in play structure for pre-schoolers into a new mini-park incorporating part of Clemow Avenue, one of the Glebe's toniest streets.

Some say the play structure isn't needed, will clash with the area's historic appearance and is being proposed mainly because fees collected from developers had to be spent quickly.

"This is the kind of problem you have when we suddenly have hot money in government," said Bob Brocklebank, a candidate for council in Capital Ward and a former president of the Glebe Community Association. "Everyone stampedes for the free money. It's sort of like a Brinks truck left its doors open."

Despite that, though, Brocklebank argues there is a genuine need for another play structure in the area.

Allan Place resident Sandy Bryden doesn't agree. She says a group of about 30 nearby residents and users of Central Park oppose the closure of Clemow if the area is to be used for a play structure.

"The play structure is redundant as there are two existing alternatives, one and five blocks away," she e-mailed city councillors and candidates for the Oct. 25 municipal election.

The portion of Clemow that intersects with Central Park has been "temporarily" blocked to traffic by two sets of planters for about 40 years.

Last month, council directed staff to prepare a report on closing the street permanently after consultations with the public.

That proposal, which would expand the closed area, is contentious. Some fear it could restrict access by emergency vehicles to homes on Clemow.

However, it's the play-structure idea that has generated the most opposition.

The proposal came from the Glebe Community Association after councillor Clive Doucet canvassed community groups in Capital Ward for ideas on how to spend "cashinlieu" money developers must pay to the city when they build new projects.

To take advantage of "this exceptional funding opportunity," the community association said in a notice circulated to nearby residents in early June, the money would have to be allocated before August.

The need for a hasty decision meant there was no real consultation with affected residents, Bryden said.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 21 Sep 2010 | Ottawa Citizen

# Play: Glebe park also an off-leash dog park

The play-structure proposal has actually been on a neighbourhood to-do list since 1978, but had never previously drawn enough support to get done.

Although a large group attended a community association meeting on June 22 to voice opposition, the association didn't listen to their concerns, she said.

"We had asked that a broader consultation take place," Bryden said. "Instead, they sent it to the city for a feasibility study on the placement of the play structure."

Bryden and others have several concerns about the play structure, which she estimated would cost \$30,000.

For one, Bryden said it would clash with the character of Clemow and Central Park. "It's a lovely, historic, unique area," she said. "We'd like to see that maintained."

The park is also an off-leash dog park, meaning any play structure would have to be fenced or, under city policy, dog-walkers would have to keep their animals on leashes.

A fenced play area on Clemow would form a "barricade" between the two parts of Central Park that the street bisects, Bryden said.

Bryden and her supporters also question the need for a play structure.

She points out there's a fully enclosed preschool park at Fifth and O'Connor, five blocks away.

As well, First Avenue School, one block away, has just finished a \$ 40,000 renovation of its junior yard, which the community has used for decades.

The community association argues the playground at Fifth and O'Connor is too distant and the school yard can only be used by students.

However, Bryden says the OttawaCarleton District School Board has informed her the school yards are "public domain" outside of school hours, and the community is welcome to use them.

Several candidates in Capital ward who were contacted by the Citizen called for more discussion on the matter.

"I'm disappointed in the Glebe Community Association that they didn't do a more thorough consultation," said Isabel Metcalfe, who has met with affected residents about the issue. "I would really encourage people to take their time on this."

Brocklebank said the association had followed "a higher standard of consultation than that normally engaged in by the city of Ottawa."

City officials are to attend a meeting of the community association on Sept. 28 to talk about the terms of reference for the play structure study.

Bryden's group will be there in force, and she hopes those who think the structure is needed will attend to make their case. "If there's a need, we want to be able to accommodate that," she said. "But we want to do that as a community, where all our voices are heard."

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.



Article rank | 21 Sep 2010 | Ottawa Citizen | BY MATTHEW PEARSON

# Swimming for all, trustee proposes

## Board asked to study integrating lessons into phys ed classes

The high number of drownings across Ontario this summer is prompting an Ottawa public school board trustee to push for swimming lessons for all primary-school students.

Riley Brockington, who represents Zone 11 (River), is asking the Ottawa-Carleton District School Board to study integrating swimming lessons into the physical education curriculum for all students by Grade 3.

Some schools already offer students a chance to take swimming lessons, but Brockington says the program should be implemented across the board.

"We should agree that this is a critical life skill that all students should have, and, if we agree that's the case, then the board should be providing any funds to cover the cost," Brockington said, adding the program would be of particular benefit to many new Canadians who don't know how to swim.

The Lifesaving Society says more than 100 people drowned in Ontario this summer.

The society commissioned Ipsos Reid to conduct a study earlier this year to examine the influence of ethnicity on attitudes and behaviours surrounding water safety.

The study found that 57 per cent of new Canadians surveyed identified swimming as the water activity they engaged in most often, but it also found new Canadians were more than four times more likely to be unable to swim than those born in Canada.

Of the new Canadians surveyed, 92 per cent believed learning to swim was a necessary life skill and 93 per cent said all children should receive swimming instruction in school.

If Brockington's motion is approved at today's education committee meeting, school board staff will be told to return with a report by March 2011.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.